

UN RAPPORT DU PANEL DE MONTPELLIER MARS 2012



LA CROISSANCE RÉSILIENTE :

LES OPPORTUNITÉS AU SEIN DE L'AGRICULTURE AFRICAINE

AGRICULTURE
FOR IMPACT
GROWING OPPORTUNITIES
FOR AFRICA'S DEVELOPMENT





LA CROISSANCE RÉSILIENTE : LES OPPORTUNITÉS AU SEIN DE L'AGRICULTURE AFRICAINE

UN RAPPORT DU PANEL DE MONTPELLIER MARS 2012

Le présent rapport a été élaboré par Agriculture for Impact, une initiative qui coordonne le Panel de Montpellier afin d'encourager les donateurs européens à mieux soutenir la progression du développement agricole en Afrique subsaharienne. Ses auteurs, Gordon Conway, Katy Wilson et Elizabeth Wilson, ont reçu les conseils et les contributions de membres du Panel de Montpellier. Le rapport a été conçu par Robb Whiteman et Hoevel & Associates.

NOTRE VISION

LES MEMBRES DU PANEL DE MONTPELLIER PENSENT QU'INVESTIR DANS UNE CROISSANCE AGRICOLE RÉSILIENTE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (ASS) PEUT PERMETTRE DE GARANTIR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE POUR L'ENSEMBLE DU CONTINENT ET CONTRIBUER GRANDEMENT AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE AFRICAINE ET MONDIALE.

Comme nous l'avions mis en évidence dans notre rapport 2010 :

- la sécurité alimentaire est une condition de la sécurité mondiale ;
- le commerce des denrées alimentaires est un élément central du commerce mondial ;
- le développement agricole est la meilleure façon de parvenir à une croissance économique bénéficiant également aux populations rurales pauvres et aux plus vulnérables dans les pays à faible revenu.

Au cours des dernières années, l'expérience a montré que l'incapacité à garantir une sécurité alimentaire universelle représentait un danger pour la stabilité politique, la protection sociale et le développement économique. Une croissance agricole résiliente et inclusive constitue donc une nécessité politique.

Mais cela ne se fera pas tout seul : ce type de croissance requiert des politiques et des investissements proactifs.

Le défi consiste à générer une croissance agricole capable de produire suffisamment de nourriture, d'en garantir l'accès à tous, d'inclure les plus vulnérables et de se montrer résiliente, c'est-à-dire d'être en mesure de résister aux divers stress et chocs qui se multiplient sur la planète.

Dans ce but, nous estimons que la priorité doit être de soutenir la création :

- de marchés résilients permettant aux exploitants d'accroître leur production et de dégager des revenus via l'innovation et la prise de risques, tout en garantissant l'approvisionnement en denrées alimentaires à un prix abordable ;
- d'une agriculture résiliente à même de générer une croissance agricole à partir de la connaissance et de l'innovation, tout en développant la capacité des petits exploitants à lutter contre les dégradations de l'environnement et le changement climatique ; et
- de populations résilientes capables de bâtir des moyens de subsistance diversifiés susceptibles de leur assurer des revenus stables, une alimentation adéquate et une bonne santé, malgré les stress et les chocs récurrents.

Pour atteindre ces objectifs, nous aurons également besoin d'un leadership politique faisant preuve de la vision et de la volonté qui s'imposent.

SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS

LES RECOMMANDATIONS DU PRÉSENT RAPPORT S'ADRESSENT AUX GOUVERNEMENTS, TANT DES PAYS DONATEURS EUROPÉENS QUE DES ÉTATS AFRICAINS, QUI TRAVAILLENT EN PARTENARIAT AVEC DES ACTEURS LOCAUX ET INTERNATIONAUX DU SECTEUR PRIVÉ, DES ONG ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC). LA FIGURE 1 DONNE UN APERÇU DE CES RECOMMANDATIONS.

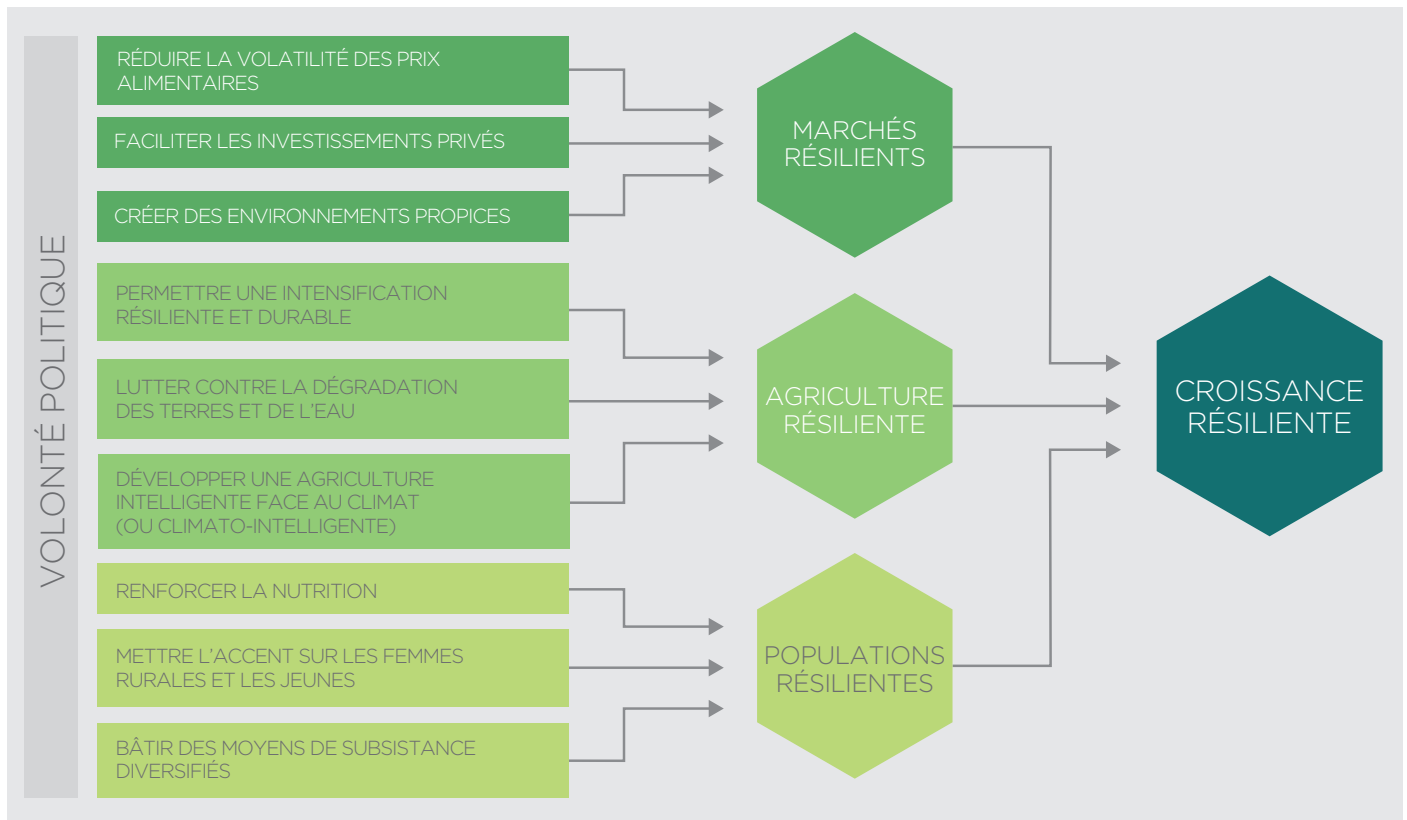


Figure 1 : Graphique synthétisant les recommandations du Panel de Montpellier sur les moyens d'atteindre une croissance agricole résiliente

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET L'AFRIQUE

POURQUOI AGIR MAINTENANT ?

En agissant dès à présent, nous avons une opportunité exceptionnelle d'influencer le programme mondial en matière de sécurité alimentaire en 2012 et au-delà.

En 2012, différents événements de niveau mondial pourraient donner le coup d'envoi d'actions en faveur d'une croissance agricole résiliente en ASS :

- En mai, les chefs d'État du G8, sous la présidence des États-Unis, se réuniront à Chicago. 2012 marque aussi la fin de l'engagement sur trois ans pris par les chefs d'État en 2009 dans le cadre de l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire (IASA). Ils devront donc mesurer l'avancement de la réalisation de leur promesse de mobiliser 22 milliards de dollars, évaluer la manière dont leurs projets ont été mis en application et enfin prendre de nouveaux engagements.
- En juin, le Mexique dirige la réunion du G20, en s'appuyant sur les efforts déployés en 2011 pour lutter contre la volatilité des prix alimentaires et l'insécurité alimentaire dans un cadre de croissance verte.
- En juin toujours, lors de la Conférence « Rio+20 », vingt ans après le premier Sommet de la Terre, les dirigeants mondiaux pourront débattre de la manière dont des outils économiques favorables à l'environnement et l'amélioration de la gouvernance peuvent mener à un développement agricole durable, à la sécurité alimentaire et à l'éradication de la pauvreté.
- En septembre, le Mouvement SUN (Renforcement de la nutrition) fêtera ses deux ans. Cette initiative a pour but de réduire la faim et la malnutrition en se concentrant sur la période critique d'intervention pour les enfants, qui commence dès la grossesse et se poursuit jusqu'à l'âge de deux ans.
- En octobre, la deuxième Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD) réunira en Uruguay des agriculteurs, des membres de la société civile, des représentants du secteur privé et des chercheurs pour discuter des prévisions, des partenariats et du développement des capacités dans le secteur agricole.

POURQUOI L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Il existe de nombreuses raisons de croire que la croissance en ASS peut améliorer la sécurité alimentaire et renforcer la résilience des systèmes agricoles.

Le produit intérieur brut (PIB) du continent africain enregistre une croissance d'environ 6 % par an. Pendant la dernière décennie, six des dix pays ayant connu la croissance la plus rapide dans le monde étaient africains. Selon la Banque africaine de développement (BAD), un tiers de la population d'Afrique vit sous le seuil de pauvreté, tandis que 20 % se situent juste au-dessus avec un revenu compris entre 2 et 4 dollars par jour.

La « classe moyenne » représente cependant 20 % de la population avec des revenus allant de 4 à 20 dollars par jour, une autre tranche de 20 % percevant même des revenus supérieurs à 20 dollars par jour.

En tenant compte des transferts provenant de la diaspora, la BAD estime que plus de 300 millions de personnes, soit un tiers de la population de l'Afrique, font désormais partie de la classe moyenne.

Les défis restent toutefois de taille. Les taux de croissance élevés s'accompagnent en effet d'un creusement des inégalités. La croissance est également plus volatile dans les pays à faible revenu. La durabilité de la croissance actuellement observée en Afrique n'est donc pas garantie.

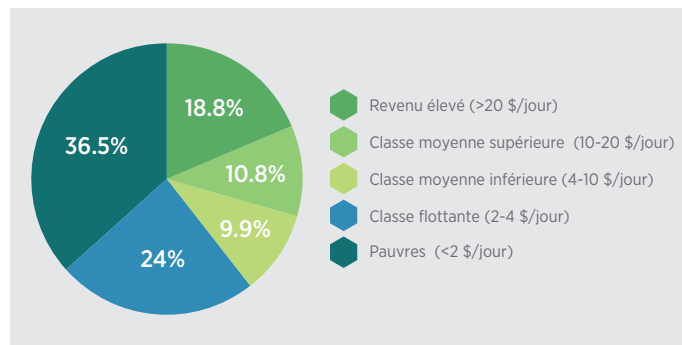


Figure 2 : Distribution des revenus de la population africaine en 2010
Source : Banque africaine de développement (BAD)

L'ASS CONFRONTÉE À SEPT DÉFIS MAJEURS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- **Les prix alimentaires ont connu des flambées répétées, qui les maintiennent à un niveau élevé.** Plusieurs pays d'ASS ont subi une augmentation de plus de 10 % du prix du maïs pendant le premier trimestre 2011. La Banque mondiale évalue à 44 millions le nombre de personnes dans le monde qui ont basculé dans la pauvreté en raison des hausses des prix des denrées alimentaires en 2010 et 2011.
- **En 2010, selon les estimations, 26 % de la population mondiale victime de malnutrition, soit quelque 239 millions de personnes, vivaient en ASS.** La famine qui a frappé la Corne de l'Afrique en 2011, concernant plus de 13 millions de personnes, et la crise alimentaire grandissante cette année dans l'ouest et le centre du Sahel ne manqueront pas d'alourdir encore ces chiffres.
- **La faim touche de manière disproportionnée les enfants et les femmes.** En Afrique, le nombre d'enfants présentant un retard de croissance serait passé de 45 millions en 1990 à 60 millions en 2010. En ASS, près de 70 % des enfants d'âge préscolaire et 60 % des femmes enceintes souffrent d'anémie, 50 % de l'ensemble des cas d'anémie étant dus à une carence en fer.
- **D'ici à 2050, pour nourrir la population en expansion, la production de denrées alimentaires devra être multipliée par deux.** La FAO estime qu'il faudrait accroître la production alimentaire mondiale de 70 % par rapport aux niveaux de 2009, mais aussi que des réserves importantes doivent être constituées pour faire face aux phénomènes climatiques extrêmes et aux autres événements.
- **La dégradation de l'environnement et la compétition pour les terres et l'eau augmentent.** Dans 37 pays africains, chaque hectare de terre cultivée a perdu 22 kg d'azote (N), 2,5 kg de phosphore (P) et 15 kg de potassium (K) par an au cours des trois dernières décennies. Cela équivaut à des dépenses annuelles de 4 milliards de dollars en engrais.
- **Les prix des combustibles fossiles et des engrais sont élevés.** Le prix du phosphate d'ammonium (DAP), une source de nutriments couramment utilisée dans les pays en développement, a été multiplié par six pendant le pic des prix alimentaires en 2007-2008. Après une baisse importante, le prix de l'engrais DAP est reparti à la hausse.
- **Le réchauffement climatique fait peser des menaces grandissantes.** La hausse des températures, la diminution des précipitations, l'élévation du niveau des océans, mais aussi les inondations, les sécheresses et les cyclones dévastateurs vont entraîner une nette réduction des rendements, et parfois même une perte totale des cultures ou du bétail. Selon l'IFPRI, d'ici à 2050, les rendements moyens du riz, du blé et du maïs baisseront respectivement de 14 %, 22 % et 5 %, et la disponibilité des produits alimentaires dans la région sera en moyenne de 500 calories de moins par personne, soit un recul de 21 %.

FORCES ET FAIBLESSES

L'agriculture en ASS se caractérise par une série de forces, de faiblesses, d'opportunités et de menaces socio-économiques et biophysiques en interaction les unes avec les autres. Ces facteurs viennent amplifier encore le défi que représente le développement d'une croissance agricole résiliente (tableau 1).

Aujourd'hui, les forces et les opportunités l'emportent sur les faiblesses et les menaces. Des solutions appropriées existent pour remédier aux problèmes et des signes forts d'une renaissance agricole d'un nouveau genre, spécifique à l'Afrique, sont perceptibles. Une grande

partie de l'accélération de la croissance du PIB en ASS est ainsi due à une croissance agricole plus rapide. Et le potentiel d'amélioration de la productivité agricole est encore très élevé. Sur de nombreux plans, l'Afrique représente la dernière frontière agricole.

Si un seul pays d'ASS – le Ghana – est bien parti pour atteindre l'objectif 1 du Millénaire pour le développement (OMD), 13 autres pays de cette région sont en passe de réduire de moitié la pauvreté et 10 de diviser par deux le nombre de personnes souffrant de la faim (figure 3).

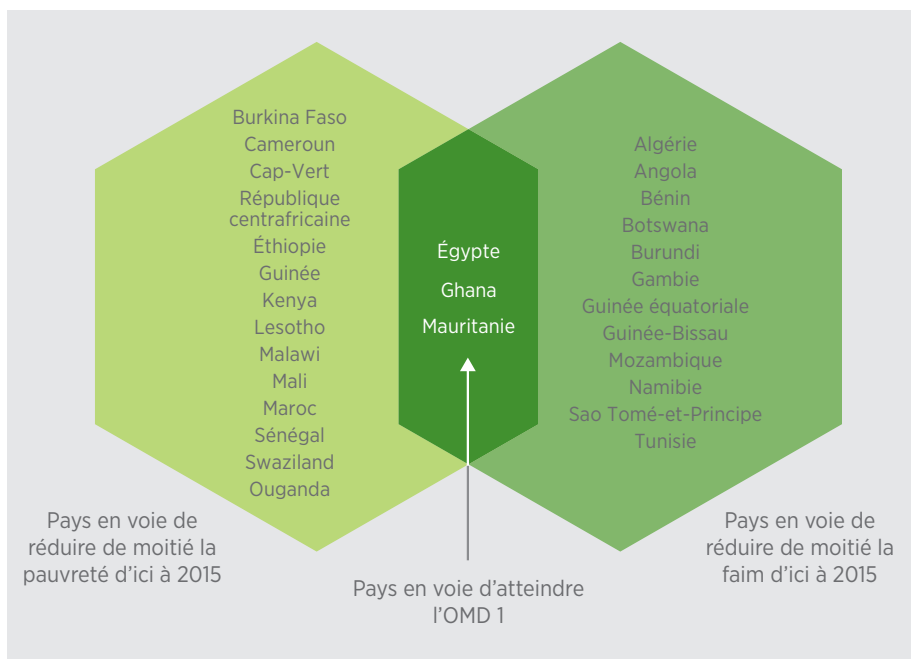


Figure 3 : Pays en voie de réalisation de l'ODD 1, sur la base de projections dans l'hypothèse de politiques inchangées.

Source : ReSAKSS à partir de données de la Banque mondiale (2009) et de l'ONU (2009).



LEADERSHIP DU PDDAA

Comme nous l'avons mentionné dans notre rapport de 2010, un changement radical s'est produit dans la manière dont les responsables, les régions et les gouvernements africains abordent l'agriculture. Depuis 2003, le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) de l'Union africaine fournit un canal officiel pour le développement des politiques, stratégies et programmes d'investissements régionaux et nationaux dans le secteur agricole. L'élan ne cesse de s'amplifier :

- **29 pays** ont suivi le processus de tables rondes du PDDAA et signé les documents de stratégie appelés « compacts ».
- **Parmi ces pays, 20** ont commencé à mettre au point des plans d'investissements agricoles et reçoivent des fonds de donateurs, 5 d'entre eux bénéficiant de financements du Programme mondial de sécurité alimentaire et agricole (GAFSP), pour un total de 223,5 millions de dollars.
- Le PDDAA fixe les objectifs suivants : attribution de **10 % des budgets nationaux** au secteur agricole et réalisation d'un taux de croissance agricole national de 6 %.
- Sept pays atteignent actuellement l'objectif de **10 % de dépenses en faveur de l'agriculture**. Leurs résultats correspondaient à l'objectif aussi bien durant l'année la plus récente mesurée qu'en moyenne sur la dernière période écoulée (2003-2009). Parmi les pays ayant fourni les données requises, 17 ont atteint ou dépassé l'objectif des 6 % de croissance agricole en 2009.

FORCES :

- La diversité des agro-écosystèmes africains garantit une certaine résilience, même si cette hétérogénéité nécessite aussi une gestion sophistiquée et différenciée.
- Les petites exploitations agricoles peuvent s'avérer très efficaces et atteindre une production de cinq tonnes ou plus de céréales par hectare avec des intrants et une gestion appropriés.
- Les coûts de production à l'échelle de la ferme sont souvent relativement bas en Afrique.
- Il existe une forte tradition d'associations d'agriculteurs au sein des villages, qui constitue une base importante pour la croissance et l'innovation.
- L'accélération de la croissance du PIB en ASS est due en partie à une croissance agricole plus rapide.
- Le PDDAA permet un leadership africain plus organisé et concerté.
- Les investissements directs à l'étranger (IDE) sur le continent sont passés de 2,4 milliards de dollars en 1985 à 55 milliards en 2010, bien que la majeure partie de cette augmentation incombe aux secteurs du pétrole et du gaz.

OPPORTUNITÉS :

- La main d'œuvre agricole est abondante : 65 % de la population africaine vit et travaille dans des zones rurales.
- La main d'œuvre sera majoritairement jeune : d'ici à 2040, l'Afrique abritera 20 % de la jeunesse mondiale.
- Il existe un grand potentiel d'amélioration des rendements via l'augmentation des taux d'utilisation d'engrais et de l'irrigation des terres.
- Les engrais sont utilisés à des taux moyens d'environ 11 kg/ha de terre arable (contre 154 kg/ha en Inde et 468 kg/ha en Chine). Il existe également un énorme potentiel d'utilisation des sources locales d'engrais au phosphate naturel à des coûts abordables.
- Seulement 4 % des terres cultivées en ASS sont irriguées. Plus de 20 millions d'hectares peuvent potentiellement l'être.
- Des projets de couloirs de croissance agricole sont déjà en cours dans des zones à fort potentiel agricole, ce qui va stimuler les investissements et le développement des chaînes de valeur régionales.
- La connectivité mobile et Internet affiche une croissance rapide : les abonnés à la téléphonie mobile sont passés de moins de 2 millions en 1998 à plus de 400 millions en 2009, tandis que les utilisateurs d'Internet ont augmenté de près de 430 % en ASS entre 2005 et 2010.

FAIBLESSES :

- L'agriculture souffre d'un manque de politiques interministérielles cohérentes et de leadership.
- Les mesures incitatives pour les investissements dans les petites entreprises sont faibles.
- L'accès aux marchés amont et aval est souvent limité.
- Les rendements moyens des céréales sont d'une tonne seulement par hectare.
- L'agriculture majoritairement pluviale dépend des précipitations variables et imprévisibles.
- Les dépenses totales en R&D dans le domaine agricole en Afrique ont connu entre 2000 et 2008 une croissance de seulement 1,9 %, avec cependant des écarts très importants entre les pays.
- Les sols africains sont fortement dégradés et appauvris de leurs nutriments.
- En Afrique, plus de 90 % des terres sont détenues en dehors du système légal officiel et sont donc susceptibles d'être retirées à leur exploitant.
- La mécanisation agricole est peu développée.

MENACES :

- 80 % des exploitations africaines (soit 33 millions) s'étendent sur moins de deux hectares, ce qui peut accroître les coûts de transaction.
- La réussite des investissements dans l'agriculture dépend de l'implication des femmes, qui constituent 50 % de la main d'œuvre agricole et disposent d'un accès relativement limité aux ressources et aux services.
- L'ASS compte beaucoup de ravageurs, de maladies et de mauvaises herbes, comme les strigas, la cercosporiose noire, le flétrissement du bananier, le virus de la mosaïque du manioc et celui de la striure du maïs, les pyrales, les foreurs de tiges, le mildiou et les sauterelles, qui sont capables de détruire des récoltes entières.
- Les agriculteurs d'ASS reçoivent les subventions agricoles les plus réduites au monde.
- Les trois quarts des pays africains sont importateurs nets de produits agricoles et les droits de douane africains sont en moyenne 50 % plus élevés que les tarifs équivalents en Amérique latine et en Asie.
- Le changement climatique va probablement diminuer les rendements des cultures dans une grande partie de l'ASS.

Tableau 1 – Analyse SWOT de l'agriculture africaine

DÉVELOPPER LA RÉSILIENCE

QU'ENTENDONS-NOUS PAR « CROISSANCE RÉSILIENTE » ?

Dans le contexte du présent rapport, la résilience est la capacité du développement agricole à résister à des stress et des chocs ou à s'en remettre, et donc de rebondir pour revenir au niveau de croissance précédent. Comme le montre la figure 4, le manque de résilience peut se concrétiser par une productivité agricole en déclin progressif mais, tout aussi bien, la chute peut être soudaine et imprévue. Le rétablissement peut être rapide, mais il est plus souvent lent ou incomplet.

Un *stress* peut être défini comme une perturbation prévisible, régulière (parfois continue) et d'ampleur relativement faible, telle que l'effet de la salinisation du sol, le manque de précipitations ou encore l'endettement. Les stress ou crises chroniques causent des dommages directs, mais parfois ils s'aggravent doucement pour aboutir à un choc ou une crise aiguë.

Un *choc* est une perturbation imprévisible, irrégulière et d'ampleur relativement importante. Il peut résulter d'une sécheresse ou inondation exceptionnelle, d'une nouvelle infestation de ravageurs ou encore d'une catastrophe à évolution lente qui atteint le point de basculement et devient un phénomène extrême.

Une grande partie des stress et des chocs sont interconnectés : par exemple l'énergie et la volatilité des prix des intrants, les événements météorologiques extrêmes et le changement climatique, la raréfaction des ressources naturelles et la pauvreté ainsi que les inégalités. La densité de population et l'urbanisation étant en plein essor sur la planète, les interactions physiques et sociales se complexifient et s'accroissent. Les événements indésirables mineurs s'en trouvent amplifiés, tandis que la fréquence et la portée des menaces pesant sur la croissance agricole augmentent.

RENFORCER LA RÉSILIENCE

La résilience peut être renforcée de différentes manières, par le biais d'interventions politiques, économiques, sociologiques ou technologiques. La sécheresse peut par exemple être combattue en construisant des systèmes d'irrigation, en améliorant les techniques de récupération de l'eau et les technologies agro-écologiques telles que l'agriculture de conservation, ou encore en créant de nouvelles cultures ou espèces de bétail plus tolérantes ou résistantes à la sécheresse. La résilience peut également être accrue par des politiques commerciales plus ouvertes favorisant l'accès transfrontalier aux denrées alimentaires. Certaines méthodes sont coûteuses, d'autres le sont moins.

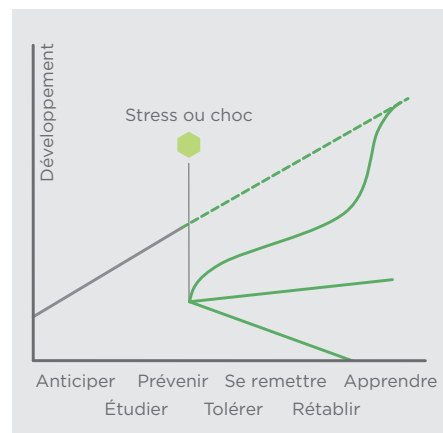


Figure 4 : La gamme de réactions face aux stress et aux chocs

PARFOIS, BIEN SÛR, LES DOMMAGES SONT INÉVITABLES ET LA SEULE RÉPONSE POSSIBLE EST LA RECONSTRUCTION OU LE RÉTABLISSEMENT DU FONDEMENT DE LA CROISSANCE.

Les étapes à franchir pour développer la résilience (illustrées dans la figure 4) incluent l'anticipation de la probabilité et de la localisation d'un stress ou d'un choc via une étude de la situation. Dans le cas d'événements météorologiques extrêmes tels que des sécheresses ou des inondations, cela peut impliquer une veille agro-climatique : le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) a ainsi prévu en 2010 la probabilité d'une crise alimentaire en 2011 dans la Corne de l'Afrique.

Les étapes suivantes – prévenir et tolérer, se remettre et rétablir – nécessitent la définition d'objectifs, l'identification des différentes options et leur évaluation en termes de résultats et de rapport coût-bénéfice. Des mesures préventives, comme la construction de barrages ou de digues, peuvent permettre à la croissance agricole de se poursuivre sans entrave. Mais souvent, la meilleure option est de faire preuve d'une certaine tolérance qui réduit les dégâts ou favorise un redressement rapide. Il s'agit souvent d'une sorte de compromis visant à concilier la productivité agricole et la réduction de l'exposition au risque. La réaction idéale consiste à rechercher et à mettre en œuvre des technologies et des processus gagnant-gagnant là où ils existent.

Parfois, bien sûr, les dommages sont inévitables et la seule réponse possible est la reconstruction ou le rétablissement du fondement de la croissance.

En règle générale, plus l'on déploie d'efforts pour anticiper les stress et les chocs et pour mettre au point des réactions basées sur la prévention ou la tolérance, moins les dommages probables et les coûts des actions sont importants.

Pour résumer, développer la résilience consiste à apprendre des expériences passées. Comment un pays, un village ou un ménage a-t-il réussi à gérer un stress ou un choc grave ? Comment pourrait-il améliorer sa réponse à l'avenir ? Dans presque toute l'ASS, les communautés locales éprouvent les conséquences du changement climatique et apprennent à les gérer (encadré 1).

Si certaines des technologies et interventions nécessaires pour développer la résilience sont d'ores et déjà disponibles, d'autres, comme les actions contre les ravageurs et les maladies qui dévastent les récoltes ou encore la protection contre la sécheresse, nécessitent davantage de recherche appliquée. La réunion du G20 de 2011 a souligné « le besoin d'investir davantage et d'augmenter la coopération en matière de recherche et développement pour l'adaptation au changement climatique ». Les participants ont également salué l'importance du travail du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et une première Conférence du G20 sur la recherche agricole pour le développement s'est ensuite tenue à Montpellier en septembre 2011.

ENCADRÉ 1 : LES ACTIONS DES AGRICULTEURS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU MOZAMBIQUE

Les habitants du village de Nwadjahane, dans le sud du Mozambique, souffrent des effets du changement climatique et prennent des mesures importantes pour lutter contre les impacts les plus néfastes. Plusieurs associations d'agriculteurs ont été créées afin de réattribuer à chaque cultivateur une portion de terres basses et de terres hautes, qui ne garantissent pas la même productivité. En effet, dans les vallées, les cultures sont très productives mais elles sont balayées régulièrement par des inondations, tandis que les terres en altitude produisent de bonnes récoltes les années marquées par des inondations, et de maigres récoltes lorsque les précipitations sont insuffisantes. Les associations sont également en train d'expérimenter des cultures résistantes à la sécheresse.

LA CROISSANCE RÉSILIENTE

La résilience ne concerne pas uniquement les crises aiguës nécessitant des solutions exceptionnelles. La plupart des crises aiguës ne pourront être empêchées que si nous nous attaquons d'abord aux crises chroniques sous-jacentes. Pour garantir une sécurité alimentaire et un développement agricoles durables, par exemple, il est impératif de se pencher sur la hausse des prix des intrants, sur la dégradation des sols et de l'eau, et enfin sur le réchauffement climatique.

À première vue, l'objectif de la résilience peut sembler incompatible avec la croissance. Un compromis est effectivement souvent nécessaire. Il est ainsi possible d'avoir un développement très résilient mais en stagnation, ou une croissance rapide qui s'avère destructrice et extrêmement volatile. L'idéal se situe entre les deux, lorsque la résilience appropriée fait, dès le départ, partie intégrante de la croissance de manière à exploiter les synergies entre les deux. De plus, une croissance dépourvue de résilience risque fort d'être impossible à prévoir. À l'inverse, une croissance régulière et fiable encourage les acteurs à poursuivre les investissements, créant un cercle vertueux de développement.

LA CROISSANCE VERTE ET LA BIOÉCONOMIE

La croissance résiliente est au cœur de la théorie et de la pratique de la croissance verte telle qu'elle a été exposée par la présidence coréenne du G20 en 2010. Le but de la croissance verte est de parvenir à la fois à un haut niveau de croissance et à un degré élevé d'efficacité dans l'utilisation des ressources. Cette approche prône un changement stratégique de système économique afin que le prix des ressources naturelles et des services soit intégré aux prix du marché, créant ainsi une économie verte dans laquelle les richesses économiques sont liées à la durabilité écologique. La Corée préside le groupe de travail sur la croissance verte pour la réunion du G20 en 2012.

La construction d'une économie verte sera au centre des délibérations lors de la Conférence des Nations Unies Rio+20 en juin 2012. Dans l'avant-projet (« zero draft ») de la conférence, les États membres et les autres parties prenantes déclarent : « Nous renouvelons notre engagement en faveur du développement durable et nous exprimons notre détermination à mener l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Nous affirmons encore notre volonté de renforcer le cadre institutionnel du développement durable. Pris dans leur ensemble nos actions devraient combler les lacunes de mise en œuvre et atteindre une plus grande intégration entre les trois piliers du développement durable - économique, social et environnemental. » Le défi de la Conférence Rio+20 réside dans l'intégration des priorités environnementales et de développement. Dans ce contexte, l'approche de la croissance résiliente peut fournir des pistes d'analyse et d'action.



PRIS DANS LEUR
ENSEMBLE NOS
ACTIONS DEVRAIENT
COMBLER LES
LACUNES DE MISE
EN ŒUVRE ET
ATTEINDRE UNE
PLUS GRANDE
INTÉGRATION ENTRE
LES TROIS PILIERS
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE -
ÉCONOMIQUE,
SOCIAL ET
ENVIRONNEMENTAL.

Nous devons surtout, dans les prochaines décennies, passer d'une économie planétaire à un système basé sur la bioéconomie. L'accent doit ainsi être mis sur les technologies économes en ressources et les produits et services adaptés à l'environnement. L'objectif à long terme est que les intrants de base destinés à l'industrie soient issus en totalité des plantes ou des cultures, c'est-à-dire qu'ils soient intrinsèquement renouvelables. L'Allemagne a créé un Haut conseil à la bioéconomie afin d'améliorer le développement économique, la compétitivité et, partant de là, la création de valeur grâce à des solutions biosourcées. C'est dans ce contexte que le gouvernement allemand a lancé en 2011 un nouveau programme de recherche pour la sécurité alimentaire en Afrique.

En février 2012, la Commission européenne a en outre adopté une stratégie en faveur d'une bioéconomie durable afin de permettre une croissance verte intelligente en Europe. L'objectif est de parvenir à une économie plus innovante et à faibles émissions, à même de concilier les impératifs d'une agriculture et d'une pêche durables, de la sécurité alimentaire et de l'utilisation durable de ressources biologiques renouvelables à des fins industrielles, tout en assurant la protection de l'environnement et la biodiversité.

Le plan se concentre sur trois aspects essentiels : mettre au point de nouvelles technologies et de nouveaux procédés ; développer les marchés et la compétitivité ; et inciter les responsables politiques et les parties prenantes à travailler plus étroitement ensemble.

LA RÉSILIENCE À GRANDE ÉCHELLE

La problématique du « développement à grande échelle » rejoint celle de la croissance résiliente. Pour atteindre une croissance agricole résiliente et de transformation, il faut en effet aller au-delà de quelques îlots de réussite. Plus de 80 % des agriculteurs africains sont de petits exploitants, et la majorité de ces derniers sont des femmes cultivant moins de deux hectares. En tant que groupe, ces personnes jouent un rôle décisif pour parvenir à une sécurité alimentaire et nutritionnelle généralisée et inclusive. Mais cela dépend de leurs liens avec les marchés, ceux qui achètent leurs produits comme ceux qui leur fournissent les intrants tels que les engrais, les semences, les micro-crédits et les micro-assurances.

Le développement à grande échelle dépend donc de l'ampleur de la participation des agriculteurs sur les marchés. Si ces derniers sont accessibles, efficaces et équitables – et donc résilients –, les petits exploitants seront de plus en plus nombreux à atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à prospérer. Par conséquent, le sujet des marchés résilients est le premier abordé dans le cadre de nos recommandations détaillées.



A photograph of two women and a child in a rural, outdoor setting. The woman on the left is wearing a black top with large green leaf patterns and a patterned skirt, pouring grain from a basket. The woman on the right is wearing a green top and a striped skirt, pouring grain from a bowl. A young child in a yellow top and patterned skirt stands in the foreground. Large pots are on the ground. The background shows trees and a clear sky. A semi-transparent green and red graphic overlay is present in the center.

NOS RECOMMANDATIONS

DES MARCHÉS RÉSILIENTS

LES MARCHÉS RÉSILIENTS PERMETTENT AUX AGRICULTEURS D'ACCROÎTRE LEUR PRODUCTION, DE PRENDRE DES RISQUES ET DE DÉGAGER DES REVENUS VIA L'INNOVATION, TOUT EN GARANTISSANT LA DISPONIBILITÉ DES DENRÉES ALIMENTAIRES À UN PRIX ABORDABLE.

Un marché résilient diminue les effets des stress et des chocs, et il se caractérise par des structures institutionnelles solides, une transparence dans la formation des prix et de faibles coûts de transaction aboutissant à une bonne stabilité des prix, ce qui profite autant aux producteurs qu'aux consommateurs. Mais ce système repose sur des investissements importants dans la croissance agricole et dans la création d'environnements propices appropriés.

1. RÉDUIRE LA VOLATILITÉ DES PRIX ALIMENTAIRES

Sur les 20 principales hausses de prix de matières premières enregistrées au cours de la dernière décennie, 12 concernaient des produits agricoles. Récemment, on a observé une flambée des prix alimentaires en 2007 et 2008, suivie d'un pic en 2010 qui s'est prolongé jusqu'à la date du présent rapport (figure 5).

Selon la déclaration ministérielle du G20 de 2011, cette excessive volatilité « nuit non seulement à l'accès à l'alimentation pour les plus pauvres, et à bon nombre de producteurs agricoles, y compris les éleveurs frappés par les coûts volatils de l'alimentation animale, mais aussi aux investissements et à la réponse efficace du marché à l'augmentation durable de la demande alimentaire, et peut saper la confiance dans les marchés internationaux. »

Pour les agriculteurs, la volatilité des prix diminue la confiance et augmente les risques. Les hausses rapides des prix entraînent également une aggravation des famines chroniques, qui s'accompagnent de troubles civils et de vagues d'émigration. Dans notre rapport de 2010, nous nous sommes penchés sur ces défis et avons formulé plusieurs recommandations poursuivant les buts suivants :

- envisager une régulation des marchés alimentaires selon une approche similaire à celle des systèmes bancaires et financiers ;
- essayer d'empêcher l'instauration d'interdictions d'exporter ; et
- créer des réserves physiques modérées de céréales pour le Programme alimentaire mondial, pour certaines régions africaines et pour certains pays en particulier (notamment les territoires enclavés).

Nous recommandons aux gouvernements de collaborer avec le secteur privé afin de :

1. réduire la volatilité des prix alimentaires ;
2. faciliter les investissements privés ; et
3. créer des environnements propices.

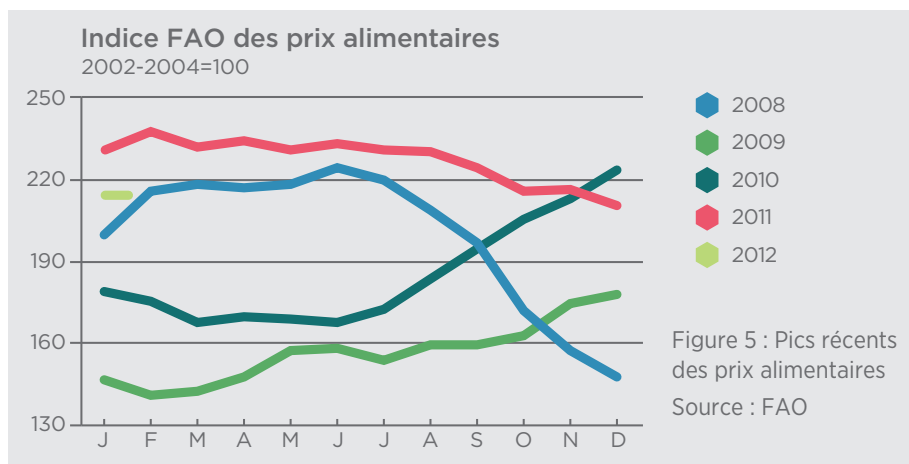
Pendant les crises alimentaires, les réserves publiques peuvent être utiles à trois niveaux : comme outil de stabilisation des prix intérieurs, comme source de nourriture d'urgence pour l'aide humanitaire et enfin comme base pour les programmes de distribution de denrées alimentaires. Quelque peu controversées au départ, ces recommandations sont appliquées par un grand nombre de pays, au moins à l'échelle nationale. Le Kenya a ainsi triplé ses réserves de céréales en 2011, tandis que le Nigeria a adopté une politique prévoyant que 15 % des récoltes annuelles totales de céréales doivent être mises en réserve.

La volatilité des prix alimentaires était la priorité de la présidence française du G20 de 2011. Les ministres de l'agriculture et les chefs d'État et de gouvernement se sont mis d'accord pour soutenir la mise en place du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), estimant qu'une meilleure information permettra de réduire la volatilité des prix. AMIS poursuit ainsi plusieurs objectifs : améliorer les informations, les analyses et les prévisions sur les marchés agricoles tant au niveau national qu'international ; rendre compte des activités anormales en matière de prix ; examiner les conditions sur les marchés, y compris les faiblesses structurelles, ce qui permet de renforcer la capacité d'alerte précoce à l'échelle mondiale ; recueillir et analyser les informations sur les politiques mises en œuvre, promouvoir le dialogue et les mesures appropriées, ainsi que la coordination internationale des politiques ; et enfin développer la capacité de collecte des données dans les pays participants.

Les discussions menées dans le cadre du G20 ont mis en évidence la nécessité d'aborder sous différents angles la question de la volatilité des prix alimentaires. Cette dernière peut ainsi être limitée en réduisant ou en supprimant les barrières commerciales appliquées aux céréales. Dans certains cas, ce sont des droits de douane excessifs, dans d'autres, des politiques commerciales protectionnistes. Il est urgent de comprendre la nature et les conséquences néfastes de tels obstacles en Afrique, et d'élaborer des solutions pour les éliminer, comme l'établissement de zones de libre-échange.

Nous recommandons aux gouvernements et aux autres parties prenantes les actions suivantes :

- poursuivre sur la lancée du G20 et participer activement à AMIS ;
- évaluer les progrès et l'impact des mesures prises par le G20 en 2011 ;
- lancer un inventaire des barrières commerciales nationales et régionales, ainsi que des politiques protectionnistes au sein de l'Afrique ; et
- examiner la création de zones de libre-échange pour les produits agricoles majeurs tels que le maïs dans les communautés économiques régionales et sur l'ensemble du continent africain.



2. FACILITER LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Les insuffisances réelles ou présumées de la production de denrées alimentaires par rapport à la demande réelle ou potentielle ont constitué un facteur majeur d'augmentation de la volatilité des prix alimentaires. La consommation mondiale de céréales et d'oléagineux était supérieure à la production durant sept des huit premières années du XXI^e siècle. En 2007, le niveau des stocks s'élevait à seulement 14 %. Dans ce contexte, même si ce n'est pas l'unique solution au problème, la hausse de la production alimentaire reste un facteur décisif, notamment lorsqu'elle est combinée à un meilleur accès aux marchés pour les agriculteurs.

Par nature, l'agriculture est une activité du secteur privée, qu'il s'agisse des petites ou des grandes exploitations. La majorité des petits exploitants relèvent ainsi, d'une manière ou d'une autre, du secteur privé. Pour eux, le défi réside dans le fait que les transactions sont généralement de faible ampleur : quelques grammes de semences, quelques kilos d'engrais, des micro-crédits et des micro-assurances. Et lorsqu'ils ont des produits à vendre, ce sont au maximum quelques centaines de kilos. Néanmoins, la création de sociétés locales fournissant les engrais et les semences, mais aussi de distributeurs d'intrants au sein des petits villages, couplée avec des expérimentations de micro-crédits et de micro-assurances, constituent des voies prometteuses. La plupart de ces initiatives reposent sur les principales banques commerciales basées en Afrique et sont facilitées par les garanties octroyées pour couvrir les emprunts des petits exploitants.

Le secteur privé a beaucoup à offrir à l'agriculture africaine. Parallèlement au développement des chaînes de valeur des cultures, des opportunités majeures existent pour des investissements privés à plus large échelle dans des domaines tels que le stockage, la transformation, la vente en gros et au détail. Le secteur privé dispose des fonds nécessaires pour agir à grande échelle et il peut fournir des réserves et des financements d'urgence afin de garantir la résilience de ces filières.

En Afrique, les investissements directs à l'étranger (IDE) sont passés de 2,4 milliards de dollars en 1985 à 53 milliards en 2008. Mais il faudrait encore bien davantage – notamment que l'accent soit mis sur l'agriculture. Dans un rapport majeur remis dans le cadre du G20 de novembre 2011, Bill Gates a étudié une série d'options qui permettraient de lever des sommes importantes issues du secteur privé en faveur du développement. On y trouve les fonds souverains, les obligations destinées à la diaspora et différentes taxes sur le tabac, le combustible de soute et les transactions financières. Toutes ces solutions pourraient aboutir à des investissements dans la santé et l'agriculture à hauteur de quelque 80 milliards de dollars.

Nous recommandons aux gouvernements de travailler avec le secteur privé, au plan national et international, afin de :

- a. mettre en place des environnements réglementaires appropriés propices aux investissements privés ;
- b. faciliter le développement de chaînes de valeur rentables et résilientes générant des bénéfices importants pour les petits exploitants, notamment les femmes ;
- c. fournir un espace pour partager les expériences de mise à l'échelle des marchés et tirer les leçons des succès et des échecs ; et
- d. examiner les innovations possibles en matière de financement et d'accès aux services bancaires (notamment : fonds souverains, obligations destinées à la diaspora et différentes formes de taxation).



3. CRÉER DES ENVIRONNEMENTS PROPICES

La sécurité alimentaire est en partie un problème économique, mais sa solution se compose essentiellement de facteurs politiques, technologiques, institutionnels et comportementaux. Le simple jeu des forces du marché, au sein d'un pays comme à l'échelle mondiale, ne suffira pas à établir la sécurité alimentaire. L'offre peut faire face à l'accroissement de la demande, mais les agriculteurs des pays en développement, en particulier les petits exploitants, ont des difficultés à répondre rapidement aux signaux du marché. Des bénéfices pourront être dégagés uniquement s'il existe un « environnement propice ».

La réunion du G20 en 2011 a abouti à la déclaration suivante : « Nous nous engageons à créer un environnement propice à l'augmentation des investissements publics et privés dans l'agriculture. Nous insistons tout particulièrement sur le besoin de soutenir les partenariats public-privé, dans le cadre d'une approche filière, pour les services (tels que l'accès aux services bancaires, les services de formation et de conseil agricoles), pour les infrastructures et le matériel de production (comme l'irrigation), pour la transformation agroalimentaire et l'accès aux marchés (entre autres le transport, le stockage, la communication) et pour la réduction des pertes avant et après récolte. Nous nous engageons à soutenir le renforcement des capacités dans les pays en développement dans ces domaines et demandons aux organisations internationales de nous y aider. Nous encourageons également les efforts pour la mise en place de cadres d'investissement appropriés y compris à travers l'amélioration des lois et réglementations. »

Comme le souligne cette déclaration, la majeure partie de ces investissements devra provenir du secteur privé, mais l'action publique devra quant à elle, au minimum, créer les conditions nécessaires pour permettre à des initiatives décentralisées, privées et collectives de se développer. De plus, les marchés ne fonctionnent jamais parfaitement, si bien que le secteur public et les organisations de la société civile sont tenus de participer pour s'assurer que les marchés sont accessibles, équitables et efficaces, et que les filets de protection sociale sont en place en cas de défaillance des marchés.

L'expérience montre qu'un grand nombre des éléments clés d'un environnement propice pour l'agriculture ne peuvent être créés que par le biais de partenariats public-privé (PPP) innovants. L'avantage des PPP est qu'ils peuvent tirer profit de l'esprit d'entreprise et de l'efficacité du secteur privé afin d'assurer une meilleure optimisation des ressources, tout en s'appuyant sur l'engagement public pour garantir le partage des bénéfices sur le plan géographique comme en termes de groupes sociaux. De cette manière, les investissements privés peuvent profiter au plus grand nombre et non à quelques-uns seulement.



Les PPP, qui englobent le secteur public et le secteur privé avec les ONG, sont particulièrement utiles pour aider les petites entreprises agricoles et associations d'agriculteurs à devenir des entités viables disposant de connexions fructueuses avec les marchés amont et aval. La contribution des autorités est souvent cruciale pour établir la base légale de telles entreprises, tandis que les ONG peuvent les aider à améliorer leur expertise en gestion et à tisser des liens équitables avec les marchés.

Les PPP jouent également un rôle dans le développement de partenariats de recherche agricole combinant l'expertise technologique des organismes de recherche publics et privés à un contrôle des gouvernements pour garantir que les bénéficiaires parviennent aux petits exploitants (encadré 2).

L'accès aux marchés représente l'une des composantes majeures d'un environnement propice pour l'agriculture. Il repose, notamment, sur des infrastructures rurales adaptées. Or, l'ASS dispose de la plus faible densité de routes au monde : en moyenne, 204 km par millier de km² de superficie (la moyenne mondiale se situe à 944 km/1000 km²). Dans de nombreux pays, les frais et les assurances de transport absorbent 50 % de la valeur des exportations. L'un des plus grands défis consiste à soutenir la création de réseaux commerciaux régionaux pour les produits agricoles, afin de relier les petits exploitants aux supermarchés et aux exportateurs à l'échelle locale. Le Réseau routier transafricain, mis au point par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), la Banque africaine de développement (BAD) et l'Union africaine (UA), comprendra neuf routes transcontinentales d'une longueur totale de 56 683 km, reliant la plupart des États africains continentaux (ou passant à proximité). Sur 15 ans, ce projet devrait générer 250 milliards de dollars en commerce intra-africain par voie terrestre.

Nous recommandons aux gouvernements de collaborer, au plan national et international, avec le secteur privé et les ONG afin de mettre en place des partenariats public-privé capables de :

- a. contribuer à offrir des filets de protection sociale en période de crise alimentaire ;
- b. développer les bases légales et l'expertise en gestion à l'intention des petites entreprises agricoles et associations d'agriculteurs ;
- c. créer des partenariats de recherche agricole pour fournir les technologies adaptées aux petits exploitants ; et
- d. assurer des investissements unilatéraux et multilatéraux dans le cadre du développement du Réseau routier transafricain.

ENCADRÉ 2 : MAÏS ÉCONOME EN EAU POUR L'AFRIQUE (WEMA)

Un partenariat public-privé extrêmement innovant a été créé entre la Fondation Africaine pour les Technologies Agricoles (AATF), le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), la société de semences Monsanto et les systèmes de recherche agricole nationaux des pays participants (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Mozambique et Afrique du Sud) afin de fournir pendant la prochaine décennie des variétés de maïs tolérantes à la sécheresse et libres de droit.

Lancé en 2008, le projet WEMA (Maïs Économe en Eau pour l'Afrique) vise à accroître les rendements d'environ 20 % à 35 % dans des conditions de sécheresse modérées. Des hybrides de maïs sont ainsi mis au point à l'aide de méthodes conventionnelles de sélection, assistée par marqueurs ou basée sur la modification génétique ; des expérimentations sont réalisées dans plusieurs pays d'ASS. La commercialisation des premières variétés est attendue d'ici quatre à cinq ans. Ce projet pourrait aboutir à une production supplémentaire de denrées alimentaires estimée à deux millions de tonnes, dont 14 à 21 millions de personnes pourraient bénéficier.

UNE AGRICULTURE RÉSILIENTE

UNE AGRICULTURE RÉSILIENTE PARVIENT À GÉNÉRER DE LA CROISSANCE AGRICOLE À PARTIR DE LA CONNAISSANCE ET DE L'INNOVATION, TOUT EN DÉVELOPPANT LA CAPACITÉ DES PETITS EXPLOITANTS À LUTTER CONTRE LES DÉGRADATIONS ENVIRONNEMENTALES ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.

Les technologies et les pratiques de l'agriculture résiliente se fondent sur les connaissances agro-écologiques permettant de faire face aux stress et aux chocs tout en maintenant une croissance agricole durable, et ce sans contribuer à des dégradations majeures de l'environnement.

1. PERMETTRE UNE INTENSIFICATION RÉSILIENTE ET DURABLE

Il est peu probable qu'une grande quantité de terres arables supplémentaires deviennent disponibles pour la culture en ASS. Or, nous savons que nous devons produire environ deux fois plus de denrées alimentaires d'ici à 2050. Au cours des 50 dernières années, la seule augmentation importante de terres arables dans le monde s'est faite au profit de cultures telles que les palmiers à huile et le soja, principalement en lieu et place de forêts tropicales défrichées ou du Cerrado brésilien. Des terres pourraient certes être nettoyées dans les forêts tropicales du Bassin du Congo, mais cela entraînerait une perte majeure de biodiversité ainsi que des émissions considérables de gaz à effet de serre.

À l'avenir, la solution pour assurer la sécurité alimentaire consiste donc plutôt à accroître la production réalisée sur les terres existantes (c'est-à-dire à augmenter la productivité des sols), mais d'une manière à la fois résiliente et durable. Une telle intensification représente un défi de taille, que seule l'ingéniosité humaine pourra relever, notamment en tirant parti des avantages des processus écologiques et de ceux des méthodes modernes de sélection des plantes.

Au XXe siècle, la production agricole reposait sur des technologies mises au point par les pays industrialisés. Ces « technologies conventionnelles » fournissent généralement les produits souhaités sous une forme « emballée » prête à l'emploi, par exemple un sac d'engrais de synthèse, un bidon de pesticide ou encore un tracteur. Ce sont des méthodes qui « fonctionnent » généralement, mais qui peuvent se révéler inadaptées ou inaccessibles pour les petits exploitants, sans parler de leurs effets indésirables sur l'environnement.

L'une des solutions alternatives est de se baser sur des principes écologiques pour accroître la production tout en rendant l'agriculture plus résiliente et plus durable. À titre d'exemples, on peut citer différentes formes de cultures mixtes permettant une utilisation plus efficace des nutriments du sol et la préservation de leur cycle (p. ex. cultures intercalaires, rotation, agroforesterie, sylvo-pâturage, culture d'engrais verts), les systèmes intégrés et intensifs associant la culture et l'élevage, l'agriculture de conservation réduisant au minimum ou

Nous recommandons aux gouvernements, en partenariat avec le secteur privé et les ONG, de poursuivre les objectifs suivants :

1. permettre une intensification résiliente et durable ;
2. lutter contre la dégradation des terres et de l'eau ; et
3. développer une agriculture intelligente face au climat/ climato-intelligente.



supprimant le labour (encadré 3), le microdosage des engrais et des herbicides, et enfin la lutte intégrée contre les ravageurs. Ces technologies ont désormais fait leurs preuves, au moins à petite échelle pour un grand nombre d'entre elles, certaines étant d'ailleurs basées sur des pratiques traditionnelles. Il est maintenant impératif de trouver des manières de les appliquer à grande échelle pour toucher davantage d'agriculteurs.

Une autre solution consiste à renforcer l'utilisation des méthodes modernes de sélection végétale et animale (y compris les biotechnologies). Des progrès considérables ont été faits pour accroître la résistance aux différents ravageurs du maïs, du sorgho, du niébé, de l'arachide et du coton, aux maladies touchant le maïs et le bananier, ainsi qu'aux maladies du bétail. Ces avancées peuvent entraîner des améliorations relativement rapides en matière de résilience. Beaucoup de ravageurs et de maladies doivent encore être combattus, mais le défi permanent consiste à combiner cette lutte avec des hausses de rendement basées sur les biotechnologies, via l'amélioration de la photosynthèse, de l'absorption d'azote et de la résilience au changement climatique.

Le facteur clé de réussite des méthodes de sélection modernes est l'identification de la diversité génétique naturelle dans les variétés cultivées et leurs proches parents. Le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, adopté en 2001, facilite l'accès aux matériels phytogénétiques tout en s'assurant que les bénéficiaires partagent les avantages qu'ils tirent de l'utilisation de ces ressources avec les pays d'où elles proviennent.

Les deux approches décrites ci-dessus ne sont pas incompatibles. Développer des variétés améliorées appropriées au sein de systèmes agricoles écologiques peut permettre de stimuler à la fois la productivité et la résilience.

Nous recommandons aux gouvernements, au secteur privé et aux ONG d'entreprendre les actions suivantes :

- a. appliquer à grande échelle les programmes ayant fait leurs preuves en matière d'agriculture de conservation et de lutte intégrée contre les ravageurs ;
- b. développer des systèmes agricoles efficaces en termes d'utilisation des sols, de l'eau et des nutriments, notamment via les technologies modernes de l'agro-écologie ;
- c. permettre l'accès aux méthodes modernes de sélection des plantes, y compris les biotechnologies, afin de mettre au point des variétés de cultures et des races de bétail plus productives et plus résilientes ;
- d. préserver et gérer les germoplasmes locaux, in situ et ex situ, pour de futurs programmes de sélection ; et
- e. renforcer les droits des populations locales sur les terres agricoles et les ressources naturelles communes.

ENCADRÉ 3 : AGRICULTURE DE CONSERVATION EN ZAMBIE

Dans l'ouest de la Zambie, un partenariat entre les autorités locales et l'ONG Concern Worldwide tente de remplacer le système traditionnel de jachère longue par une agriculture de conservation. À l'heure actuelle, les populations déboisent, brûlent et labourent les terres, puis plantent le maïs. Les terres sont cultivées pendant quelques années seulement avant d'être laissées en jachère durant des décennies pour pouvoir être de nouveau déboisées et brûlées.

L'autre solution possible est l'agriculture de conservation, qui consiste à ne pas labourer et à semer les graines dans de petites « poches » creusées dans le sol, auxquelles on a ajouté deux tasses de fumier et une dose d'engrais correspondant à un bouchon de bouteille de soda. Après la moisson, le sol est recouvert des tiges et des feuilles

de maïs, et les trous sont réutilisés quelques mois plus tard pour semer les graines de l'année suivante. Malgré la nécessité de sarcler les mauvaises herbes, le travail à fournir est bien moindre que dans les systèmes traditionnels. Les rendements sont élevés, avec par exemple quatre à cinq tonnes de maïs par hectare en cas d'utilisation de nouvelles variétés hybrides résistantes à la sécheresse.

Ce système devrait permettre de conserver de façon plus ou moins permanente les couvertures végétales d'arbres ou d'arbustes, puisqu'elles ne seraient plus brûlées, ce qui augmenterait la séquestration du carbone et préserverait les niveaux de carbone dans le sol, créant ainsi une agriculture plus stable et plus durable.

2. LUTTER CONTRE LA DÉGRADATION DES TERRES ET DE L'EAU

Les terres et l'eau destinées à l'agriculture sont de plus en plus rares, font l'objet d'une vive concurrence et souffrent d'une dégradation importante. Les causes sont la surexploitation, l'utilisation inefficace et les changements de l'environnement englobant le réchauffement climatique et la pollution. La terre se dégrade sous l'effet de l'érosion, de la perte de fertilité et de la désertification. Selon l'évaluation mondiale de la dégradation des terres (GLADA) de la FAO, près d'un quart de la surface de la planète a été dégradé entre 1981 et 2003, la partie de l'Afrique située au sud de l'équateur étant l'une des zones les plus gravement touchées. Au total, la dégradation des terres concerne 1,5 milliard de personnes et plus de 40 % des populations pauvres dépendent de terres dégradées pour leur nourriture et leurs revenus.

Il existe en outre, aujourd'hui, de plus en plus d'informations sur les coûts de la dégradation et sur les moyens de prévention. Le Niger, par exemple, perd environ 8 % de son PIB en raison du surpâturage, de la salinisation des rizières irriguées et de l'appauvrissement en nutriments des terres de culture du sorgho et du millet. Selon des estimations, un investissement de 20 millions de dollars dans le système de microdosage d'engrais au Niger en 2007 aurait permis d'économiser 80 millions de dollars d'aide alimentaire. Plus généralement, il faut impérativement procéder à une évaluation, au plan local, des coûts et bénéfices de la réhabilitation par rapport à ceux de la concentration sur les terres offrant le plus grand potentiel. La réalisation des investissements appropriés dépendra de l'existence d'incitations financières ou autres, comme un meilleur régime foncier ou l'accès à différents intrants.

L'utilisation de l'eau a toujours été un sujet de conflit, mais ce phénomène est exacerbé par l'urbanisation et l'industrialisation galopantes, ainsi que par le réchauffement climatique. Ressource indispensable à la production agricole, l'eau connaît une raréfaction similaire à celle des terres, et ce pour des raisons analogues, à savoir la surexploitation, l'utilisation inefficace et la dégradation due à la pollution.

L'ASS dispose de vastes ressources en eau inexploitées pour l'agriculture. De 4 % à 5 % seulement des surfaces cultivées sont irriguées, les deux tiers de ces terres se trouvant à Madagascar, en Afrique du Sud et au Soudan. Un chiffre à mettre en relation avec les

66 millions d'hectares irrigués en Inde en 2009. S'il serait possible, en théorie, d'ajouter 20 millions d'hectares supplémentaires de terres irriguées, cette évolution a jusqu'ici été freinée par différentes contraintes techniques, financières et socio-économiques. Dans le même temps, près d'un quart de la population africaine vit dans des pays confrontés à des pénuries d'eau, et cette proportion est en augmentation.

Sur la majeure partie du continent, cependant, les conditions environnementales ne se prêtent pas à des systèmes d'irrigation de grande envergure, et l'avenir réside dans des systèmes à petite échelle ainsi que, pour les régions arides, dans des systèmes ingénieux de conservation de l'eau via des micro-bassins versants pour la collecte et l'utilisation de l'irrigation goutte à goutte et de technologies associées. La leçon générale à tirer des expériences faites ces 30 dernières années est que les systèmes d'irrigation de petite taille, conçus et gérés au niveau de la communauté, sont plus à même de fournir un approvisionnement durable en eau.

Nous recommandons aux gouvernements, au secteur privé et aux ONG d'explorer les pistes suivantes :

- a. cibler les financements visant à réduire la dégradation des terres et à soutenir la conception de systèmes d'incitations financières ou autres ;
- b. envisager de rejoindre l'initiative mondiale « Economics of Land Degradation » (ELD) pour la gestion durable des terres, lancée en 2011 par la CNULCD, l'Allemagne et la Commission européenne ;
- c. soutenir le développement de grands projets d'irrigation en fonction des besoins ; et
- d. financer la mise au point de solutions innovantes de micro-bassins versants pour la collecte et la conservation de l'eau.



3. DÉVELOPPER UNE AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT

L'agriculture est à la fois victime et coupable du changement climatique. À long terme, ce dernier pourrait avoir plus de répercussions sur l'approvisionnement alimentaire qu'aucun autre facteur. De plus, l'agriculture sera probablement le secteur économique le plus affecté dans les pays en développement. Elle est en effet particulièrement vulnérable car de nombreux agriculteurs dépendent directement des pluies naturelles, qui sont extrêmement variables et imprévisibles en ASS. De vastes territoires agricoles sont d'ores et déjà classés parmi les « zones arides ». Or, le changement climatique va probablement modifier les régimes de précipitations et raccourcir à l'avenir les saisons de croissance, conduisant à l'extension de la superficie des terres arides. Les terres irriguées vont également souffrir des transformations du débit des cours d'eau. De nombreux pays en développement enregistrent déjà des pénuries d'eau, dont l'ampleur et la gravité pourraient encore s'accroître.

Beaucoup de cultures sont déjà pratiquées à des niveaux proches de leur seuil de tolérance thermique. À l'approche de la floraison, des températures élevées pendant quelques jours peuvent suffire à peser lourdement sur les rendements de cultures telles que le blé, les arbres fruitiers, les arachides et le soja. Des données récentes provenant de 20 000 essais menés sur des champs de maïs en Afrique, entre 1999 et 2007, ont révélé que chaque degré jour passé au-dessus de 30 °C entraîne une perte de rendement de 1 % dans des conditions pluviales optimales et une perte de 1,7 % en cas de sécheresse. En cas de réchauffement climatique de 1 °C, les trois quarts environ des surfaces de culture de maïs du continent africain subiraient une baisse des récoltes de 20 %.

Bien que de nets progrès aient été faits dans le développement de systèmes agricoles adaptatifs grâce aux technologies agro-écologiques et à la sélection en vue de la tolérance à la sécheresse ou à la submersion, les applications ont souvent une amplitude limitée et doivent être portées à plus grande échelle.

L'agriculture est également une source majeure de gaz à effet de serre : le secteur agricole génère entre 10 % et 12 % du total des émissions mondiales, le chiffre montant jusqu'à 30 % si l'on inclut les émissions issues des combustibles consommés par la branche, la production d'engrais et le changement d'affectation des terres. Les principaux

gaz rejetés sont le protoxyde d'azote, résultant de l'application sur les sols de fumier, d'urine et d'engrais azotés ; le méthane, provenant principalement de la digestion des ruminants, de la riziculture et des zones anaérobies des sols ; et enfin le dioxyde de carbone, dégagé par le défrichage et la combustion de biomasse et d'énergies fossiles utilisées pour produire les engrais et les pesticides de synthèse.

Même si des recherches considérables restent à effectuer, il existe déjà quelques technologies permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de l'agriculture. Le potentiel de réduction de ces émissions est élevé, 70 % provenant des pays en développement.

Nous avons besoin, dans l'idéal, de solutions combinant l'adaptation et l'atténuation, et exploitant les synergies potentielles entre ces deux approches. Mais le grand défi reste cependant de trouver comment passer à une application à grande échelle.

Des avancées ont été effectuées lors de la 17e Conférence des Parties (COP) de la CCNUCC, en décembre 2011, grâce à l'accord du groupe de travail ad hoc sur l'Action coopérative à long terme, visant à inclure l'agriculture dans la COP 18 en novembre 2012 au Qatar.

Les gouvernements, en partenariat avec le secteur privé et les ONG, devraient :

- a. soutenir les programmes d'adaptation innovants développés par les communautés locales ;
- b. financer les efforts importants déployés pour appliquer les programmes d'adaptation agricole à grande échelle ;
- c. développer des programmes concrets d'incitations financières pour que les agriculteurs s'impliquent dans les mesures d'atténuation à grande échelle ; et
- d. soutenir un programme de travail pour le secteur agricole sous la direction de l'Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique dans le cadre de la COP 18 de la CCNUCC.

DES POPULATIONS RÉILIENTES

LES POPULATIONS RÉILIENTES SONT CAPABLES DE BÂTIR DES MOYENS DE SUBSISTANCE DIVERSIFIÉS, QUI LEUR ASSURENT DES REVENUS STABLES, UNE ALIMENTATION ADÉQUATE ET UNE BONNE SANTÉ, MALGRÉ LES STRESS ET LES CHOCs RÉCURRENTS.

1. RENFORCER LA NUTRITION

195 millions d'enfants présentent un retard de croissance, soit un tiers des enfants de moins de cinq ans dans le monde. Dans certains pays africains, cette proportion grimpe jusqu'à 50 % des enfants en bas âge. Sur l'ensemble de l'ASS, la proportion des enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance est de 42 % (environ 50 millions de personnes). Une alimentation adéquate permet non seulement d'empêcher ce désastre, mais aussi d'améliorer la résistance des enfants face aux maladies infectieuses.

Une alimentation suffisante revêt une importance capitale durant les 1000 premiers jours de la vie d'un enfant (dès la grossesse et jusqu'à deux ans). Dans le cadre d'une information spéciale, nous avons incité les donateurs à soutenir le Mouvement SUN (Renforcement de la nutrition), une initiative basée sur une série d'interventions bien étayées et chiffrées ciblant cette période décisive. Les signataires sont actuellement au nombre de 26, parmi lesquels se trouvent les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Gambie, Ghana, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Sénégal, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Comme l'affirme le Secrétaire Général de l'ONU, la nécessité est maintenant, pour les pays SUN, de continuer à recevoir un soutien coordonné et cohérent tandis qu'ils transforment en résultats tangibles leurs engagements en faveur du renforcement de la nutrition.

Une grande partie des denrées de base dont dépendent les personnes pauvres et leurs familles contiennent certes beaucoup de glucides et de protéines, mais manquent souvent des micronutriments essentiels pour la protection contre les infections. Idéalement, les enfants devraient bénéficier d'un régime alimentaire varié, avec des produits végétaux et animaux contenant les micronutriments essentiels (p. ex. le fer, le zinc et le bêta-carotène, précurseur de la vitamine A). Or, ces denrées sont souvent indisponibles ou trop onéreuses pour les ménages pauvres, notamment en ville.

Une partie de la réponse à ce problème réside dans l'amélioration de la valeur nutritive des aliments dérivés des cultures et du bétail produits par les petits exploitants. Il faut mettre davantage l'accent sur l'éducation nutritionnelle et sur le développement de nouvelles variétés enrichies en micronutriments, soit par des méthodes de sélection conventionnelles, soit par des modifications génétiques (encadré 4).

Nous recommandons aux gouvernements, en partenariat avec le secteur privé, les OSC et les ONG, de poursuivre les objectifs suivants :

1. renforcer la nutrition ;
2. mettre l'accent sur les femmes rurales et les jeunes ; et
3. bâtir des moyens de subsistance diversifiés.



ENCADRÉ 4 : LA BIOFORTIFICATION

La biofortification a pour but de produire des cultures offrant une valeur nutritionnelle accrue. La plupart des céréales et des autres denrées de base présentent des teneurs insuffisantes en diverses protéines et autres micronutriments. Le maïs, par exemple, ne contient pas les acides aminés lysine et tryptophane, pourtant essentiels pour la construction des protéines dans l'organisme. La capacité de fabrication de ces nutriments manquants existe souvent dans le génome de la plante et attend seulement les bonnes caractéristiques génétiques pour s'exprimer.

HarvestPlus, un programme novateur du CGIAR, est en train de développer sept cultures à teneur accrue en zinc, en fer et en vitamine A, trois micronutriments d'importance cruciale. Dans la plupart des cas, les méthodes conventionnelles de sélection assistée par marqueurs ont été utilisées. Une patate douce enrichie en vitamine A est désormais disponible en Ouganda et au Mozambique. Au cours des prochaines années, HarvestPlus prévoit le lancement de manioc et de maïs enrichis en vitamine A, de haricots et de millet perle enrichis en fer, et enfin de blé et de riz enrichis en zinc.



En partenariat avec le secteur privé et les ONG, les gouvernements devraient :

- a. fournir un soutien coordonné et cohérent aux pays SUN dans leurs efforts pour transformer en résultats tangibles leurs engagements en faveur du renforcement de la nutrition ;
- b. financer des programmes d'alimentation dans les écoles basés sur des produits locaux, et soutenir l'éducation nutritionnelle à grande échelle ;
- c. soutenir la mise à l'échelle des approches agro-écologiques résilientes et durables en faveur de la diversité alimentaire, y compris les jardins potagers ; et
- d. financer le développement et la diffusion à grande échelle de variétés de cultures biofortifiées adéquates.

2. METTRE L'ACCENT SUR LES FEMMES RURALES ET LES JEUNES

En ASS, les femmes constituent la majeure partie des personnes les plus pauvres et les plus opprimées, tandis que certains des ménages les plus démunis sont dirigés par des femmes. Elles assument souvent une part disproportionnée de la charge de travail. Dans les régions vallonnées du Népal, elles travaillent ainsi environ 16 heures par jour, contre 9 à 10 heures pour les hommes. En plus du surmenage, de nombreuses femmes souffrent de la faim, victimes d'un cercle vicieux de discrimination, de pauvreté et de famine.

Si les femmes disposaient du même accès que les hommes aux ressources productives, elles pourraient accroître de 20 % à 30 % le rendement de leurs exploitations. Cela pourrait entraîner une hausse de 2,5 % à 4 % de la production agricole totale dans les pays en développement, induisant en retour une réduction comprise entre 12 % à 17 % du nombre de personnes souffrant de famine dans le monde.

En pratique, les agricultrices ont souvent un mauvais accès aux intrants (engrais, semences et eau), à la vulgarisation (la plupart des agents de vulgarisation étant des hommes) et aux marchés pour écouler leurs produits. Elles accèdent souvent difficilement à des terres de superficie et de qualité satisfaisantes. Cependant, par la force des choses ou pour des raisons culturelles, les femmes sont souvent extrêmement résilientes, capables de se consacrer à de nombreuses tâches différentes et de trouver les moyens de surmonter les obstacles.

D'ici à 2040, un jeune sur cinq dans le monde vivra en Afrique. Si les opportunités d'emplois bon marché semi-qualifiés doivent impérativement être développées dans les zones urbaines, la même nécessité existe dans les zones rurales. La solution peut notamment consister à encourager la croissance d'exploitations plus grandes et plus entrepreneuriales, mais aussi à favoriser les opportunités d'activités économiques rurales semi-qualifiées.

En partenariat avec le secteur privé et les ONG, les gouvernements devraient :

- a. lancer une initiative concertée à l'échelle de l'Afrique pour garantir la prise en compte des besoins des femmes rurales et leur accès aux biens et services ainsi qu'aux terres et autres ressources ;
- b. assurer l'accès des femmes à l'éducation et à la formation pour les intégrer à tous les projets de développement dès le départ ;
- c. soutenir les associations de femmes visant à améliorer leur pouvoir de négociation et leur accès au crédit, aux intrants et aux autres services ; et
- d. développer de petites entreprises rurales de différents types afin de fournir des emplois aux jeunes non qualifiés et semi-qualifiés.



3. BÂTIR DES MOYENS DE SUBSISTANCE DIVERSIFIÉS

Des études réalisées à l'échelle des villages en Inde et en Afrique ont montré que le facteur décisif permettant d'aider les ménages à sortir de la pauvreté est la diversification des revenus grâce à l'établissement de liens avec l'économie urbaine. Dans un village, 73 % des foyers ayant échappé à la pauvreté ont ainsi rapporté que l'un de leurs membres avait obtenu un emploi, généralement dans le secteur privé. Dans certains cas, ils avaient lancé une activité artisanale ou un commerce dans une grande ville, mais une part importante (36 %) avait créé une petite entreprise dans les environs du village, p. ex. une boutique, une boucherie, un magasin vendant des produits agricoles, du poisson ou de la paraffine, un commerce de charbon, de bois de construction ou de bois de chauffage, une activité de fabrication de chaussures ou de briques, de tissage de paniers ou de fabrication d'alcool.

Parmi les ménages sortis de la pauvreté, 57 % ont diversifié leur revenu agricole en produisant des cultures de rente, comme les céréales de base, le thé et la canne à sucre. L'acquisition de bétail a également une fonction décisive dans le processus.

La diversification est la clé de la résilience. La diversité des revenus, par exemple, diminue la vulnérabilité des moyens de subsistance en fournissant des revenus alternatifs. Par conséquent, diversifier les cultures et le bétail, mais aussi les revenus non agricoles, joue un rôle majeur dans la construction de moyens de subsistance résilients, en garantissant leur expansion et leur croissance stables et durables, indépendamment des différents stress et chocs qu'ils peuvent subir. La diversification nécessite le développement de chaînes de valeur et la création de petites entreprises rurales assurant les liens indispensables entre les communautés rurales et les économies urbaines.

En partenariat avec le secteur privé et les ONG, les gouvernements devraient :

- a. mettre au point des méthodes de mesure de la diversification des ménages en lien avec la résilience ;
- b. soutenir les petites entreprises qui débutent à l'échelle des villages via des services de micro-financement offrant des fonds de démarrage, de micro-crédit et de micro-assurance ; et
- c. faciliter le développement de chaînes de valeur permettant d'accroître la diversité des revenus.



UN LEADERSHIP POLITIQUE POUR UNE CROISSANCE RÉSILIENTE

Pour parvenir à une croissance résiliente intégrant nos recommandations, nous devons placer l'agriculture au cœur des politiques de développement international en Europe et au cœur des politiques économiques en ASS. Un leadership politique sera crucial pour réussir ce changement de paradigme.

À l'échelle nationale en ASS, le défi consiste, pour les responsables politiques, à créer des environnements propices appropriés pour l'agriculture, ainsi qu'à reconnaître et mettre en œuvre les investissements requis pour assurer une bonne gouvernance, à savoir :

- des politiques macro-économiques adaptées,
- un investissement important dans les infrastructures, la recherche, la vulgarisation et l'éducation ;
- la sécurité foncière ;
- l'absence de corruption ;
- des marchés efficaces et équitables ; et
- des environnements favorables aux petites et moyennes entreprises (PME).

Le Ghana constitue un exemple remarquable d'un tel leadership : au cours des dix dernières années, son PIB agricole a en effet augmenté de 5 % par an et le pays a d'ores et déjà atteint l'objectif du Millénaire visant à réduire de moitié la faim d'ici à 2015.

En reconnaissance de ces performances, le Prix mondial de l'alimentation a été décerné à John Kufuor, Président du Ghana de 2001 à 2009. Il s'est exprimé ainsi : « Mon administration visait à garantir une base plus efficace et plus productive pour l'agriculture, capable de jouer un rôle moteur dans l'économie en permettant la sécurité alimentaire, l'industrialisation, la création d'emplois et l'augmentation des recettes à l'exportation. La nécessité absolue était – et reste – de transformer l'agriculture. »

En Europe, les gouvernements devraient disposer d'un cadre stratégique précis pour intégrer l'agriculture dans leur travail de développement international, et les politiques et stratégies agricoles doivent être explicitement mises en relation avec d'autres programmes de développement (comme la santé, la nutrition, la pauvreté, la sécurité alimentaire et le changement climatique) afin d'exploiter les synergies possibles.

En soutenant une croissance agricole résiliente, les responsables politiques européens ont l'opportunité de contribuer à poser des bases solides pour une meilleure sécurité alimentaire en ASS, ce dont bénéficiera en retour l'ensemble de la communauté internationale. Prendre les rênes de ce programme et fournir un soutien à effet catalyseur au secteur privé peut leur permettre d'atténuer les chocs et les stress dans l'immédiat et de planifier une croissance durable pour l'avenir.

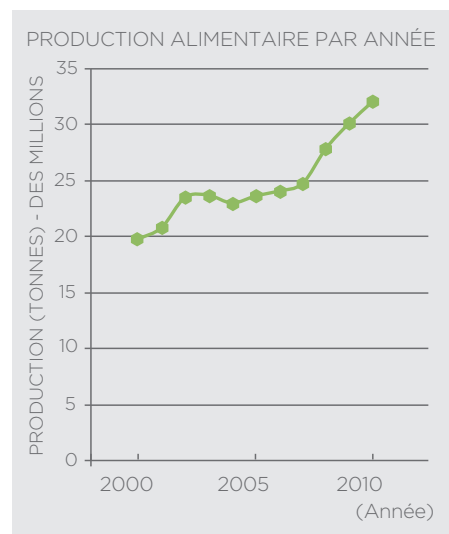


Figure 7 : Production alimentaire du Ghana entre 2000 et 2010

Source : FAO

Au niveau international, les bailleurs de fonds européens devraient continuer à soutenir activement le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) de l'ONU. Créé en 1974, il est le mieux placé pour endosser le rôle de l'organe faitier stratégique requis pour coordonner les actions au sein du système alimentaire mondial. Après une récente réforme, le CSA a vu ses attributions élargies au-delà des institutions des Nations Unies et pourrait gagner en efficacité. Lors de sa dernière réunion en 2011, il s'est concentré sur la volatilité des prix alimentaires, les questions liées au genre, les investissements en faveur des petits exploitants et enfin l'accaparement des terres. Pour répondre à ce dernier problème, le CSA a rédigé des directives sur les régimes fonciers.

En outre, il est peut-être encore plus important que les donateurs européens soutiennent le Programme mondial de sécurité alimentaire et agricole (GAFSP), établi sous forme de fonds fiduciaire multibailleur logé à la Banque mondiale afin de mettre en application les engagements pris lors du G8 de L'Aquila. Son guichet dédié au secteur public fournit des fonds supplémentaires pour soutenir des programmes stratégiques nationaux et régionaux conçus et mis en œuvre par les gouvernements de pays en développement, généralement au sein du processus PDDAA. Le GAFSP dispose également d'un guichet secteur privé destiné à octroyer des prêts à court et long terme, des garanties de crédit et des fonds propres pour soutenir des activités du secteur privé.

Dans le cadre du second appel à propositions pour le guichet secteur public, le GAFSP prévoit d'attribuer environ 180 millions de dollars à cinq ou six propositions. Pour l'instant, les donateurs européens sont seulement au nombre de trois : l'Espagne, l'Irlande et les Pays-Bas.

Les gouvernements européens devraient coopérer pour renforcer les instruments politiques de l'Union européenne (UE) relatifs à la sécurité alimentaire et au développement agricole, tels que le Programme thématique pour la sécurité alimentaire et le Fonds européen de développement. Nous prenons acte de la Facilité alimentaire d'un milliard d'euros lancée par l'UE pour la période 2009-2011 afin de répondre à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement. Cet exemple illustre l'impact considérable que peut avoir l'UE par ses actions de financement et de soutien.

Pour finir, il est indispensable de mobiliser le secteur privé à l'échelle internationale en faveur d'une croissance agricole résiliente. Lors du Forum économique mondial de Davos, en 2012, le plan de mise en œuvre d'une « nouvelle vision de l'agriculture » a été publié. Il s'adresse à toutes les parties prenantes, à savoir les acteurs directement impliqués dans la filière alimentaire et son environnement élargi (gouvernements, industrie, bailleurs de fonds du secteur public et privé, société civile, exploitants agricoles et organisations d'agriculteurs). L'une des concrétisations de l'engagement du Forum économique mondial dans ce secteur est le Grow Africa Investment Forum, une plate-forme destinée à promouvoir les financements privés en faveur de l'agriculture. La rencontre Grow Africa à Addis-Abeba en mai 2012, en marge du Forum économique mondial sur l'Afrique, aura pour but de présenter des opportunités d'investissement et d'attirer de nouveaux partenaires du secteur privé vers des initiatives nationales.



Nous recommandons les actions suivantes aux gouvernements, en partenariat avec le secteur privé :

- a. placer les politiques agricoles résilientes au cœur des politiques économiques nationales en ASS ;
- b. participer pleinement au processus PDDAA tout en garantissant une meilleure cohérence avec les actions en faveur de la résilience ;
- c. soutenir le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU ;
- d. fournir des fonds au Programme mondial de sécurité alimentaire et agricole et renforcer les instruments politiques de l'UE ; et
- e. participer aux initiatives découlant du Forum économique mondial comme la « nouvelle vision de l'agriculture » et le Grow Africa Investment Forum.

CONCLUSION

NOUS SOMMES ACTUELLEMENT CONFRONTÉS À UNE SÉRIE DE CRISES AIGUËS ET CHRONIQUES DE GRANDE AMPLEUR. POUR Y FAIRE FACE, NOUS DEVONS ACCROÎTRE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE, VOIRE LA DOUBLER SI NOUS VOULONS OFFRIR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE INCLUSIVE ET GÉNÉRALISÉE, ET PERMETTRE UNE CROISSANCE AGRICOLE. LES DÉFIS QUI SE POSENT DU CÔTÉ DE LA DEMANDE NE PROVIENNENT PAS SEULEMENT DE L'EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE, MAIS AUSSI DE LA HAUSSE DES REVENUS PAR HABITANT ET DE L'ÉVOLUTION DES HABITUDES ALIMENTAIRES, AINSI QUE DE LA DEMANDE CROISSANTE EN BIOCARBURANTS.

Dans le même temps, nous devons gérer les menaces qui pèsent sur l'approvisionnement, en raison de l'augmentation des prix du pétrole, des pénuries de terres et d'eau de bonne qualité, du ralentissement des hausses de rendement pour certaines denrées de base. Sans oublier les dangers, peut-être les plus préoccupants, liés au réchauffement climatique.

Nous avons également besoin de croissance agricole non seulement pour réduire la pauvreté et la famine, mais aussi pour contribuer à un schéma de développement économique équilibré et vigoureux en Afrique. Il existe de bonnes raisons d'être optimistes : de nombreux pays africains affichent des taux de croissance élevés et le processus PDDAA incite les bailleurs de fonds à investir dans le développement agricole.

Cette année est une année cruciale. La succession des sommets du G8, du G20 et de Rio+20 offre une plate-forme toute trouvée pour la coordination des politiques et l'intensification des investissements en faveur d'une croissance résiliente.

Comme le confirme la déclaration ci-dessous, les acteurs de ces événements majeurs sont bien conscients des défis à relever, mais aussi des opportunités à saisir par les gouvernements européens et africains, le secteur privé, les OSC et les ONG, à condition qu'ils travaillent en partenariat.

« La diversité et le dynamisme des membres du G20 nous offrent une excellente opportunité de changer notre façon de considérer le développement. Notre but final est de combiner toutes les ressources mondiales (publiques, privées, riches, pauvres et intermédiaires) de façon à promouvoir le développement. Nous devons nous efforcer de trouver des moyens plus efficaces pour encourager les investissements privés dans les pays pauvres. Nous devons aider les donateurs à tenir leurs promesses, en cherchant de nouvelles sources de financement d'aide. Nous devons dynamiser les pays pauvres pour les encourager à prendre en main leur propre développement. Et pour finir, nous devons prendre exemple sur l'expérience et la capacité d'innovation des pays qui connaissent actuellement une croissance spectaculaire. »



LE PANEL DE MONTPELLIER

TOUS LES MEMBRES DU PANEL INTERVIENNENT À TITRE PERSONNEL



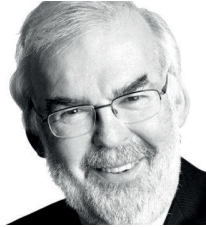
Gordon Conway (Chair)

Professor of International Development, Agriculture for Impact, Imperial College London



Camilla Toulmin (Deputy Chair)

Director, International Institute for Environment and Development (IIED) (Moderator)



Tom Arnold

Chief Executive, Concern Worldwide



Joachim von Braun

Director, Department of Economic and Technological Change, Center for Development Research, University of Bonn



Henri Carsalade

Chair of the ICARDA Board of Trustees and President of Agropolis Foundation



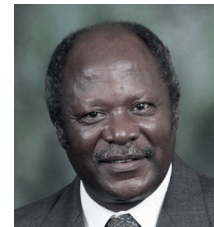
Louise Fresco

Professor, University of Amsterdam



Peter Hazell

Visiting Professor, Imperial College London



Namanga Ngongi

President, Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)



David Radcliffe

Senior Advisor, Agricultural Research for Development DG Development and Cooperation, European Commission



Lindiwe Majele Sibanda

Chief Executive, Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (FANRPAN)



Ramadjita Tabo

Deputy Executive Director, Forum for Agricultural Research in Africa (FARA)



Prabhu Pingali

Deputy Director, Agricultural Development, Bill & Melinda Gates Foundation (Observer)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AATF. 2011. Water efficient maize for Africa. Nairobi: African Agricultural Technology Foundation. <http://www.aatf-africa.org/wema/en/>.

AfDB and UN Economic Commission for Africa. 2003. Review of the implementation status of the Trans African Highways and the missing links – Volume 2: description of corridors. Stockholm: SWECO International AB, Nordic Consulting Group AB.

AfDB. 2011. The middle of the pyramid: dynamics of the middle class in Africa. Tunis: African Development Bank. http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/The%20Middle%20of%20the%20Pyramid_The%20Middle%20of%20the%20Pyramid.pdf.

Arbache, J.S. and Page, J. 2009. How fragile is Africa's recent growth? Journal of African economies. 19: 1-24.

Badiane, O. 2008. Sustaining and accelerating Africa's growth recovery in the context of changing global food prices. IFPRI Policy Brief No 9, Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

Bio-economy Council. 2011. Annual Report 2010. Berlin: Bio-economy Research and Technology Council (BöR).

Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture. 2007. Water for food, water for life: a comprehensive assessment of water management in agriculture. London: Earthscan, and Colombo: International Water Management Institute. <http://www.iwmi.cgiar.org/assessment/>.

Dar, W. 2007. What ICRISAT thinks....: there is hope and prosperity in the drylands. Patancheru 502 324, Andhra Pradesh, India: International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics.

Europa. 2012. Commission adopts its strategy for a sustainable bioeconomy to ensure smart green growth in Europe. Brussels: Europa. <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/12/97>

FAO. 2010. FAOSTAT. Rome: FAO. <http://faostat.fao.org/>.

FAO. 2010. The state of food insecurity in the world: addressing food insecurity in protracted crises. Rome: United Nations Food and Agriculture Organisation and World Food Programme.

FAO. 2011. The state of food and agriculture: women in agriculture, Closing the gender gap for development. Rome: FAO.

FAO. 2012. FAO food price index. Rome: FAO. <http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/foodpricesindex/en/>.

FAO. No date. International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture: overview. Rome: FAO. <http://www.planttreaty.org/content/overview>.

Foresight. The Future of Food and Farming (2011) Final Project Report. The Government Office for Science, London.

Gates, B. 2011. Innovation with impact: financing 21st century development. <http://www.thegatesnotes.com/Topics/Development/G20-Report-Innovation-with-Impact>.

Ivanic, M., Martin, W. and Zaman, H. 2010. Estimating the short-run poverty impacts of the 2010-11 surge in food prices. Policy Research Working Paper 5633. Washington, DC: World Bank.

Krishna, A. 2010. One illness away: why people become poor and how they escape poverty. Oxford: Oxford University Press.

Lobell, D., Bänziger, M., Magorokosho, C. and Vivek, B. 2011. Nonlinear heat effects on African maize as evidenced by historical yield trials. Nature Climate Change. Doi: 10.1038/nclimate1043.

Nachtergaele, F. And Petri, M. 2008. Mapping land use systems at global and regional scales for land degradation assessment analysis. Version 1.0. Technical report n.8 of the LADA FAO/UNEP Project.

Nelson, G., Rosegrant, M., Koo, J., Robertson, R., Sulser, T., Zhu, T., Ringler, C., Msangi, S., Palazzo, A., Batka, M., Magalhaes, M., Valmonte-Santos, R., Ewing, M. and Lee, D. 2009. Climate change: impact on agriculture and costs of adaptation. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

Nin-Pratt, A. 2011. Agricultural R&D investment, poverty and economic growth in sub-Saharan Africa: prospects and needs to 2050. Conference Working Paper 9. Prepared for the ASTI/IFPRI-FARA conference, Accra, Ghana, 5-7 December 2011. Agricultural R&D: investing in Africa's future. Analyzing trends, challenges and opportunities.

Nkonya, E., Gerber, N., von Braun, J. and De Pinto, A. 2011. Economics of land degradation. The costs of action versus inaction. Washington, DC: IFPRI.

Omilola, B., M. Yade, J. Karugia, and P. Chilonda. Monitoring and Assessing Targets of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) and the First Millennium Development Goal (MDG) in Africa. ReSAKSS Working Paper No. 31. 2010.

Osborne, H., Twyman, C., Adger, W. and Thomas, D. 2008. Effective livelihood adaptation to climate change disturbance: scale dimensions of practice in Mozambique. Geoforum 39: 1951-1964.

Pretty, J. 1995. Regenerating agriculture: policies and practice for sustainability and self-reliance. London: Earthscan.

Reij, C. 1991. Indigenous soil and water conservation in Africa. Gatekeeper Series SA 27. London: Sustainable Agriculture Programme, International Institute for Environment and Development.

Reij, C., Scoones, I. and Toulmin, C. (eds) 1996. Sustaining the soil: indigenous soil and water conservation in Africa. London: Earthscan.

Sanchez, P. 2002. Soil fertility and hunger in Africa. *Science*. 295: 2019-2020.

Skees, J., Hazell, P. and Miranda, M. 1999. New approaches to crop yield insurance in developing countries. *Environment and Production Technology Division Discussion Paper No. 55*. Washington, DC: IFPRI.

The Montpellier Panel. 2010. *Africa and Europe: partnerships for agricultural development*. London: Agriculture for Impact. <http://www.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment/themontpellierpanel/panelreport>.

UN. 2009. *United Nations Millennium Development Goals Report*. New York: United Nations.

UN. 2012. *The future we want*. New York: United Nations. <http://www.uncsd2012.org/rio20/content/documents/370The%20Future%20We%20Want%2010Jan%20clean.pdf>

UNICEF. 2010. *Nutrition statistics*. New York: UNICEF. http://www.unicef.org/rightsite/sowc/pdfs/statistics/SOWC_Spec_Ed_CRC_TABLE%202.%20NUTRITION_EN_111309.pdf.

Wheeler T., Craufurd P., Ellis R., Porter J. and Vara Prasad P. 2000. Temperature variability and the yield of annual crops. *Agriculture, Ecosystems and Environment*. 82: 159-167.

WHO. 2011. *Millennium Development Goals: progress towards the health-related Millennium Development Goals*. Geneva: WHO Media Centre. <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs290/en/>.

Winters, L.A., Lim, W., Hanmer, L. and Augustin, S. 2010. *Economic growth in low income countries. How the G20 can help to raise and sustain it*. Economics Department Working Paper No. 8-2010. Brighton: University of Sussex.

World Bank. 2007. *Investment in agricultural water for poverty reduction and economic growth in Sub-Saharan Africa. A synthesis report*. A collaborative program of AfDB, FAO, IFAD, IWMI and the World Bank. Washington, DC: World Bank.

World Bank. 2009. *World Development Indicators*. Washington, DC: World Bank.

World Bank. 2011. *World Development Indicators: fertilizer consumption*. Washington, DC: World Bank. <http://data.worldbank.org/indicator/AG.CON.FERT.PT.ZS>

You, L., Ringler, C., Nelson, G., Wiid-Sichra, U., Robertson, R., Woods, S., Guo, Z., Zhu, T. and Sun, Y. 2010. *What is the irrigation potential for Africa? A combined biophysical and socioeconomic approach*. IFPRI Discussion paper 00993. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

Pour citer ce rapport :

Le Panel de Montpellier, 2012. *La croissance résiliente : les opportunités au sein de l'agriculture africaine*, Londres : Agriculture for Impact.

Crédits photo :

Couverture : Africa Rice Center

P5 : Gordon Conway

P9 : Gordon Conway

P10 : Jessie Luna

P11 : Jessie Luna

P12 : Gordon Conway

P15 : Africa Rice Center

P15 : CIMMYT

P17 : Gordon Conway

P19 : Sara Delaney

P21 : Gordon Conway

P22 : Africa Rice Center

P23 : Africa Rice Center

P24 : Africa Rice Center

P25 : HarvestPlus

P26 : Gordon Conway

AGRICULTURE FOR **IMPACT**

GROWING OPPORTUNITIES
FOR AFRICA'S DEVELOPMENT



AGRICULTURE FOR IMPACT

Imperial College London
15 Princes Gardens
London SW7 1NA

Téléphone : +44 (0) 20 7594 9311

Site Internet : www.ag4impact.org

Twitter : @ag4impact

AVEC LE SOUTIEN DE :



agropolis fondation